

Marchés publics de fournitures

Objet du Marché

Fourniture, installation et mise en service d'un hexapode pour les bassins d'essais à l'Ecole Centrale de Nantes

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Marché soumis

aux dispositions du Code de la commande publique (l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique)

et du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-F.C.S.)
arrêté du 30/03/2021

Marché passé en appel d'offres ouvert selon les articles L.2124-2, R.2124-2.1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique

Référence de la consultation

AO-2025-12

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales	4
1.1 - Objet du marché	4
1.2 – Nomenclature	4
1.3 - Décomposition en tranches et lots	4
1.4 - Durée du marché	4
Article 2 : Pièces constitutives du marché	4
Article 3 : Mise à disposition, installation et mise en ordre de marche	5
3.1 – Délais de livraison	5
3.2 – Modalités de livraison	5
3.3 – Installation – Mise en ordre de marche	5
3.4 - Prolongation des délais	5
Article 4 : Réception, vérification et admission	5
4.1 - Réception de mise en ordre de marche après livraison	5
4.2 – Opérations de vérification	6
4.3 – Conditions d’admission après vérification	6
Article 5 : Formation du personnel -- Documentation	6
5.1 – Formation	6
5.2 - Documentation	7
Article 6 : Garantie-maintenance technique	7
Article 7 : Développement durable	7
7.1- Décarbonation des achats	7
7.2- Ethique et responsabilité sociétale de l’entreprise	7
7.3 – Lutte contre la corruption	8
Article 8 : Analyse de cycle de vie	9
Article 9 : Avances	9
Article 10 : Prix du marché	9
Article 11 : Modalités de règlement des comptes	9
11.1 - Acomptes	9
11.2 - Présentation des demandes de paiements	9
11.3 - Mode de règlement	10
Article 12 : Pénalités	10
Article 13: Assurances	11
Article 14 : Résiliation du marché	11

Article 15 : Confidentialité	11
Article 16 : Droit et Langue	11
Article 17 : Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services	11

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

La fourniture, l'installation et la mise en service d'un hexapode pour les bassins d'essais avec mesure de mouvement en temps réel dans un environnement à forte humidité pour le Laboratoire de recherche en Hydrodynamique, Énergétique et Environnement Atmosphérique (LHEEA CNRS) de l'Ecole Centrale Nantes (ECN).

Les caractéristiques des fournitures faisant l'objet du présent marché sont définies au CCTP.

1.2 – Nomenclature

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), sont :

Classification principale	Classification complémentaire
31720000-9 Equipement électromécanique	

1.3 - Décomposition en tranches et lots

Ce marché fait l'objet d'un lot unique, conformément aux dispositions de l'article L.2113-11 du Code de la Commande Publique, car la dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.4 - Durée du marché

La durée du marché se confond avec le délai d'exécution des prestations et correspond à la période allant de la notification du marché au titulaire à la notification par la personne publique de sa décision d'admission définitive des fournitures et prestations faisant l'objet du marché.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des charges techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- Le mémoire technique du candidat.

B) Pièces générales

- Le Code de la commande publique en vigueur à la date de publication du marché ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-F.C.S.), arrêté du 30/03/2021.

Nota : les pièces générales, bien que non jointes au marché, sont réputées être bien connues du titulaire et les parties leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation relative à son activité.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée inexistante.

Article 3 : Livraison et mise en ordre de marche

3.1 – Délais de livraison

Le délai de livraison des matériels est celui indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

En cas de non-respect de ce délai, des pénalités pourront être appliquées dans les conditions précisées à l'article 12 du présent CCAP.

3.2 – Modalités de livraison

La livraison des matériels interviendra dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS et sera faite à l'adresse suivante :

Ecole Centrale de Nantes
Bâtiment G
1, rue de la Noë
BP 92101
44321 Nantes

La date exacte de la livraison du matériel sera fixée après accord des deux parties.

Le stockage, l'emballage et le transport de la machine seront effectués conformément à l'article 20 du CCAG-FCS.

Le titulaire est responsable du transport jusqu'au point de livraison susmentionné. Les équipements sont considérés comme livrés au moment où elles sont déchargées et mises à disposition de l'Acheteur au point de livraison. Le Titulaire supporte l'ensemble des coûts et des risques liés au transport et au déchargement. Le cas échéant, le Titulaire porte toutes les responsabilités et s'engage à livrer les équipements dédouanés.

3.3 – Installation - Mise en ordre de marche

L'installation et la mise en ordre de marche des équipements et matériels seront réalisées par le titulaire sous sa responsabilité sans supplément de prix.

Le titulaire dispose d'un délai maximal de 7 jours calendaires à compter de la livraison pour effectuer la mise en ordre de marche.

En cas de retard imputable à la personne publique, la prolongation du délai est de droit au titulaire.

En cas de retard imputable au titulaire, des pénalités de retard pourront être appliquées conformément aux dispositions de l'article 12 du présent CCAP.

3.4 - Prolongation des délais

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant un caractère de force majeure une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par la personne responsable du marché dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 4 : Réception, vérification et admission

4.1 - Réception de mise en ordre de marche après livraison

La réception de mise en ordre de marche inclut l'installation, le montage et la réalisation des connexions entre les différents appareils, les raccordements aux réseaux d'électricité, d'eau et d'air (le cas échéant) ainsi que la mise en service effective de la fourniture. La mise en ordre de marche inclut les prestations décrites aux articles 4.3 et 4.3 du CCTP.

A l'issue des opérations de mise en ordre de marche, le titulaire prévient l'Ecole Centrale de Nantes par l'envoi d'un courrier en recommandé avec A/R appelé « notification de mise en ordre de marche » ou signe le procès-verbal de mise en ordre de marche fourni par l'Ecole Centrale de Nantes.

4.2 – Opérations de vérification

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives permettent de constater que les prestations sont réalisées dans le respect des stipulations du marché. Elles seront réalisées conformément aux dispositions des articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

En complément de ce qui précède, les opérations de vérifications qualitatives d'aptitude ont pour but de constater que le matériel livré présente les caractéristiques techniques qui le rendent apte à remplir les fonctions exigées par la personne publique et celles précisées dans la documentation remise par le titulaire.

La vérification du service régulier vise à constater que le matériel est capable d'assurer un service régulier, dans les conditions normales d'exploitation, pour remplir les fonctions auxquelles il est destiné. Le service est réputé régulier s'il n'y a pas eu d'indisponibilité du matériel au cours de la période de vérification.

L'admission définitive des équipements et prestations est conditionnée par les tests d'aptitude positifs et le service régulier, avec, le cas échéant, les résultats concluant d'une éventuelle procédure de recette prévue à l'article 4.4 du CCTP.

A titre dérogatoire, pour effectuer les opérations de vérifications quantitative et qualitative et notifier sa décision de chacune des tranches, l'Ecole Centrale de Nantes dispose d'un délai de 20 jours ouvrés à compter de la réception de la notification de mise en ordre de marche.

4.3 – Conditions d'admission après vérification

A l'issue des vérifications quantitatives, si les prestations effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, de compléter la prestation conformément à l'article 29.1 du CCAG-FCS.

A l'issue des vérifications qualitatives, l'acheteur prend une décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet, conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG-FCS, qui sera notifiée au titulaire par l'envoi d'un courrier en recommandé avec A/R ou par messagerie électronique.

A titre dérogatoire, le délai de 15 jours prévu à l'article 28.2 du CCAG-FCS est porté à 20 jours ouvrés à compter de la réception de la notification de mise en ordre de marche, par les termes du présent marché. Ce délai est automatiquement reconduit en absence d'une décision expresse et écrite notifiée au Titulaire dans les temps impartis.

Il est dérogé aux dispositions des articles 28.2 et 30.1 du CCAG-FCS, en ce qui concerne l'admission tacite. Par les termes du présent marché, l'admission des prestations et des fournitures ne peut être prononcée par l'acheteur que par une décision expresse et écrite. Elle est dûment notifiée au Titulaire.

Au cas, où une indisponibilité / un dysfonctionnement de l'une ou plusieurs fournitures est constaté pendant la période de vérification, une simple information du Titulaire précisant les difficultés de fonctionnement rencontrées vaut décision d'ajournement prévue à l'article 30.2 du CCAG-FCS.

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété conformément à l'article 31 du CCAG-FCS.

Article 5 : Formation du personnel -- Documentation

5.1 – Formation

Une formation des personnels à l'utilisation de l'ensemble du dispositif devra avoir lieu **avant l'admission définitive** dans les conditions définies à l'article 4.5 du CCTP.

5.2 - Documentation

Le titulaire livre, outre le matériel, sans supplément de prix, la documentation technique décrite à l'article 4.2 du CCTP.

Article 6 : Garantie-maintenance technique

Les fournitures sont garanties contre tout vice de matières et de fabrication pendant **12 mois** au moins sauf si le titulaire a prévu une garantie supérieure à ce délai dans son offre qui se substitue à la garantie minimale. Les équipements livrés sont également maintenus au cours de cette période, conformément aux dispositions de l'article 4.5 du CCTP.

Dans tous les cas, cette garantie-maintenance commence à compter du jour de **l'admission définitive** dans les conditions prévues aux articles 32 et 33 du CCAG-FCS.

Article 7 : Développement durable

7.1- Décarbonation des achats

Profondément attachée aux objectifs de Développement Durable dont la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la protection des ressources naturelles, l'Acheteur promeut l'achat responsable par le biais de stratégies variées. Il œuvre notamment à la décarbonation de ses achats. A cet effet, l'Acheteur souhaite travailler avec des fournisseurs ayant déjà mis en place des pratiques à la fois respectueuses de l'environnement (utilisation d'énergies renouvelables, réduction des déchets, modes de production respectueux de l'environnement, durée de vie des produits allongée, etc.), et visant une politique de durabilité claire (mesure de l'empreinte carbone de l'entreprise, analyse de cycle de vie des produits&services, présence de consultant Bilan Carbone au sein de l'entreprise, etc.).

7.2- Ethique et responsabilité sociétale de l'entreprise

Le Titulaire s'engage, en son nom et pour le compte de ses sous-traitants et fournisseurs, à exécuter ses obligations en respect des principes liés à l'éthique et la responsabilité sociétale d'entreprise et notamment :

- A promouvoir des conditions de travail satisfaisantes, garantissant la santé et la sécurité des personnels et des tiers, en mettant notamment en œuvre des dispositifs de sécurité éprouvés et en développant des actions de formation et de sensibilisation sur ce domaine ;
- A préserver l'environnement et les milieux naturels, en s'appuyant notamment sur les compétences et le savoir-faire de ses personnels et en utilisant des technologies sûres et économes en énergie ;
- A contribuer au développement d'une économie circulaire en privilégiant l'éco conception, en réduisant la production de déchets et en valorisant ceux qui n'ont pu être évités ;
- A faciliter l'intégration professionnelle des personnes handicapées ou éloignées de l'emploi ;
- A respecter les principes fixés par neuf les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ratifiées par la France et, plus généralement, les normes de droit international et national applicables au Contrat et relatives aux droits fondamentaux de la personne humaine ;

Les neuf conventions de l'OIT concernées sont les suivantes :

- ✓ La convention sur le travail forcé ;
- ✓ La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical ;
- ✓ La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective ;
- ✓ La convention sur l'égalité de rémunération ;
- ✓ La convention sur l'abolition du travail forcé ;
- ✓ La convention concernant la discrimination ;
- ✓ La convention sur l'âge minimum ;
- ✓ La convention sur la pire forme de travail des enfants ;

- ✓ La convention sur le cadre promotionnel pour la santé et sécurité au travail.
- A éviter, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, tout conflit d'intérêt, à garantir la confidentialité des informations échangées et à respecter les principes d'équité, de transparence et d'impartialité dans les pratiques commerciales.

Le Titulaire fournit à l'Acheteur, à sa demande, tout élément permettant de démontrer qu'il s'est conformé aux prescriptions du présent article en cours d'exécution de l'accord-cadre. Le Titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de ces obligations à l'égard de l'Acheteur.

7.3 – Lutte contre la corruption

Le Titulaire assure avoir une parfaite connaissance et respecter la législation applicable ayant trait à la lutte contre la corruption. Il s'engage à se conformer à l'ensemble des législations visant à incriminer les faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou de tout autre manquement à la probité dans les pays dans lesquels il exerce ses activités ainsi qu'à l'ensemble des législations internationales en la matière.

Dans ce cadre il s'engage à s'assurer de la mise en place en interne de mesures et procédures proportionnées aux risques de corruption auxquels il est exposé. Le Titulaire reconnaît avoir mis en œuvre, en son sein, des règles, systèmes, procédures et contrôles appropriés visant à prévenir la commission de faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou de tout autre manquement à la probité. De plus, le Titulaire assure avoir mis en œuvre des règles et procédures permettant de s'adapter aux évolutions futures du cadre normatif existant.

Le Titulaire déclare que ni lui-même, ni aucun de ses administrateurs, dirigeants, agents, intermédiaires, collaborateurs ou personnes qui lui est associé ne se trouve être frappé d'une quelconque interdiction ou se trouve être inscrit sur une liste de sanctions, établie par un organisme gouvernemental ou international, l'interdisant ainsi de répondre aux appels d'offre, de contacter ou de travailler avec cet organisme en raison d'actes de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou de tout autre manquement à la probité avérés ou présumés.

Le Titulaire certifie ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour des faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou de tout autre manquement à la probité. Il reconnaît également ne pas avoir bénéficié d'une procédure transactionnelle faisant suite à la commission de faits de même nature »).

Le Titulaire s'engage à faire preuve d'une parfaite transparence en informant immédiatement l'Acheteur, de la commission d'actes de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou de tout autre manquement à la probité, soupçonné ou avéré, mettant en cause le Titulaire lui-même ou une des personnes qui lui est associé, manquement intervenu pendant la durée d'exécution du présent accord-cadre.

En cas de violation par le Titulaire de ses engagements au titre du présent article, l'Acheteur est en droit de résilier de plein droit, et sans qu'aucune indemnité ne soit dû, ce présent accord-cadre, à la charge et aux torts exclusifs du Titulaire.

Article 8 : Analyse de cycle de vie

Les soumissionnaires qui fourniront à l'appui de leurs offres une Analyse de Cycle de Vie (ACV) des produits / services faisant l'objet de la présente consultation, devront tenir compte des précisions ci-après.

Afin d'être prise en compte par l'Acheteur, l'ACV (Life cycle assessment (LCA) en anglais) doit reposer sur une approche normée et internationalement reconnue. Une ACV est cadrée par la norme du management environnemental : l'ISO 14000.

Il est distingué, d'une part, une ACV complète ou iso compliant basée sur les normes l'ISO 14040, l'ISO 14044 et l'ISO 14025, et d'autre part, une ACV simplifiée, appelée également l'ACV Carbone ou Bilan carbone du produit / service. Cette dernière repose sur les fondamentaux des normes ISO 14040 et ISO 14044.

Les deux types d'ACV sont acceptées. Néanmoins, lorsqu'un critère spécifique dédié à l'ACV est prévu dans le Règlement de la consultation, il sera privilégié l'ACV complète.

Article 9 : Avances

Sauf refus exprimé expressément dans l'acte d'engagement, conformément à l'article R2191-3 du Code de la commande publique, une avance peut être accordée à tout titulaire d'un marché dont le montant dépasse 50 000 € HT et le délai d'exécution du marché est supérieur à 2 mois.

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du C.C.A.G.-F.C.S., cette avance est égale à 15 % du montant initial du marché.

L'avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance donnant lieu au paiement direct, selon l'article R2191-6 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des fournitures livrées au titre du marché atteint ou dépasse 60% du montant du marché.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des fournitures livrées atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Article 10 : Prix du marché

Les tarifs applicables aux prestations du titulaire seront détaillés à l'acte d'engagement et au bordereau de prix annexé.

Le montant total des fournitures et prestations figurant à l'article 2 de l'acte d'engagement est global et forfaitaire.

Dans le **bordereau de prix** le candidat indiquera la décomposition du prix global et forfaitaire ainsi que les tarifs des prestations supplémentaires éventuelles (options techniques).

Les prix du marché sont exprimés en euros et sont réputés établis aux conditions économiques à la date de remise des offres.

Les prix des prestations du marché sont **fermes**. Ces prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, douanières, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que les frais afférents à l'exécution des besoins décrits dans le présent cahier des charges (conditionnement, emballage, manutention, stockage, transport jusqu'au lieu de livraison).

Article 11 : Modalités de règlement des comptes

11.1 - Acomptes

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG-FCS.

- 80% à la livraison, et après mise en ordre de marche
- 20% après Procès-Verbal d'admission définitive

11.2 - Présentation des demandes de paiements

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et deux copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché ;
- la date de livraison des fournitures ;

- la nature des fournitures livrées ;
- le montant hors taxe des fournitures en question;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique instaure une obligation de dématérialisation des factures reçues et émises par l'ensemble de la sphère publique.

Le Titulaire transmet sa facture sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule **CHORUS PRO**. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'ECN a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- Facture rejetée, en cas de refus par l'ECN de la facture émise ;
- Facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Les factures seront libellées au nom de l'Ecole Centrale de Nantes.

11.3 - Mode de règlement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en oeuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées dans les articles R2192-12 à R2192-15 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article R2192-31 du Code de la commande publique est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € prévue à l'article R2192-35 du Code de la commande publique sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 12 : Pénalités

En cas de retard dans l'exécution de l'ensemble ou d'une partie des prestations faisant l'objet du présent marché des pénalités journalières pourront être appliquées au titulaire. Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS le montant de la pénalité journalière s'élève à 400 €.

La décision quant à l'application des pénalités ainsi que le mode d'application (provisoire ou définitif) appartient à l'Acheteur.

La pénalité de retard court à compter du jour suivant le manquement du titulaire à son obligation contractuelle jusqu'au jour d'exécution totale de ladite obligation.

Les dispositions des articles 14.1.2 et 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S. sont caduques.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les pénalités peuvent s'appliquer du seul fait du constat du manquement contractuel et sans mise en demeure préalable.

Article 13: Assurances

Par dérogation aux dispositions de l'article 9.2 du C.C.A.G.-F.C.S., avant tout commencement d'exécution et préalablement à la notification du marché, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché.

Les garanties devront être de conditions nécessaires et suffisantes, **le titulaire supportera toute surprime éventuelle liée à une insuffisance de garantie.**

Article 14 : Résiliation du marché

Les stipulations du chapitre 7 du CCAG-F.C.S. relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

Dans le cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le montant de l'indemnité de résiliation prévue au premier alinéa de l'article 42 du CCAG-F.C.S est fixé à 2 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2142-1, R2143-3, R2143-11, R2143-12 et R2143-16 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R2143-5 à 2143-10 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du Titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 15 : Confidentialité

Le titulaire du marché est tenu, ainsi que l'ensemble des personnes travaillant pour cette prestation, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations et décisions dont il aura eu connaissance au cours de l'exécution des prestations. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de la Personne Publique.

Article 16 : Droit et Langue

L'unité monétaire est l'Euro (€).

En cas de litige, le droit français est le seul applicable. Le tribunal administratif de Nantes est seul compétent pour régler les litiges qui n'auraient pas pu donner lieu à conciliation entre les parties.

Tous les documents, correspondances, factures doivent être rédigés en français. Seuls les documents techniques peuvent être rédigés en anglais.

Article 17 : Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

Articles dérogatoires	Articles auxquels il est dérogé
4.2	28.2
4.3	28.2, 30.1
12	14.1
13	9.2